

RÉFLEXIONS SUR LA NOTION DE SECTEUR NON STRUCTURÉ ET SON APPLICATION DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Gilles BLANCHET

Economiste O.R.S.T.O.M.

O.R.S.T.O.M., B.P. 529, Papeete, Polynésie

D'origine récente, le terme de secteur informel ou non structuré a un contenu imprécis et une utilisation variée. Des définitions qui en ont été données ou proposées, on peut retenir qu'il recouvre des activités de production, de service ou de distribution de petite taille qui, le plus souvent, ont une localisation urbaine, sont gérées de façon empirique et échappent à la réglementation en vigueur.

Avant d'en apprécier le contenu, la signification et la portée, il convient de se replacer dans le contexte qui lui a donné naissance et lui a permis de se développer.

1. Ce *contexte* est lié à l'évolution qui a commencé à se faire jour au début des années soixante-dix dans la conception du développement, face aux difficultés et aux aléas d'une politique trop exclusivement orientée vers une croissance de type quantitative, qu'illustre l'attention portée à l'évolution du Produit National Brut (PNB).

Parallèlement à l'approfondissement du fossé entre riches et pauvres et à l'instabilité politico-économique qui en découle, l'expérience des vingt dernières années a montré que l'accroissement de la production, lorsqu'il avait lieu, pouvait s'accompagner d'une paupérisation et d'une inégalité croissante des revenus sans que se résorbent les problèmes pendents liés à l'exode rural, au chômage et à une forte croissance démographique.

S'y greffent dans les pays occidentaux un essouf-

lement de la croissance et la prise de conscience que son orientation mal contrôlée conduit à un gaspillage de ressources, à des excès de consommation et à une dégradation de l'environnement. Le rythme plus faible et le coût plus élevé de cette croissance engendrent un climat défavorable aux pays en voie de développement qui se traduit dans le domaine commercial par un protectionnisme grandissant et une évolution peu propice des termes de l'échange, dans le domaine financier par un accroissement dangereux du volume de la dette publique et un accès malaisé à un marché de capitaux agité par des poussées spéculatives.

Parallèlement, le volume de l'aide en provenance des pays riches ne cesse de décroître (1) sur les plans quantitatif et qualitatif, tandis que se développe un mouvement en faveur d'un partage plus équitable des ressources.

L'ensemble de ces facteurs a conduit à reconsidérer la politique d'aide et d'assistance dans le sens d'une plus grande efficacité et d'un meilleur ajustement des moyens et fins poursuivis. Cela se manifeste au niveau des organisations internationales par le souci d'harmoniser les politiques de production et de redistribution et celui de concilier la poursuite de la croissance avec la satisfaction des besoins les plus urgents de la population.

Ces préoccupations s'expriment, par exemple, dans le projet de création d'un nouvel ordre économique international qui, à partir de 1973, traduit la volonté des États d'abord non industrialisés puis

(1) Dans le cadre de la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement, les pays développés avaient accepté le principe d'une assistance annuelle de 0,7 % de leur PNB. En 1974, le chiffre moyen n'était que de 0,3 % pour les pays de l'OCDE.

industrialisés, de réduire les désordres nés de la crise.

Sous l'emprise de la nécessité, on assiste à une transformation de la conception du développement. La mauvaise diffusion des effets de la croissance et les difficultés que rencontre sa poursuite conduisent à reconsidérer sa place dans le processus du développement et la façon dont elle est mise en œuvre. On met l'accent sur le fait qu'elle n'est qu'un moyen qui ne peut faire oublier sa finalité qui est de mieux satisfaire ce que l'on estime être les besoins fondamentaux de l'homme. On se rend compte qu'on ne peut accroître le volume de la production sans se soucier de la nature des biens produits, de leurs destinataires et des méthodes employées et qu'il faut renoncer à l'idée que les répercussions d'une augmentation de la production sont, en définitive, bénéfiques pour tous.

Au sein d'un système économique fondé sur le marché et la satisfaction de besoins objectivement déterminables, cette prise de conscience conduit à envisager la mise en place de nouveaux schémas de croissance et de nouvelles relations entre les agents économiques. Elle débouche sur une stratégie qui s'oriente vers les couches sociales déshéritées et essaie de parvenir à une meilleure définition et couverture de leurs besoins en facilitant leur accès aux services publics et capitaux épargnés, en encourageant des méthodes de production à forte intensité de main-d'œuvre et en prônant, le cas échéant, des mesures propres à limiter leur expansion démographique. Cette démarche s'appuie sur un triple soubassement politique, économique et social. En dehors d'un souci légitime d'atténuer des disparités sociales excessives, elle répond à des revendications pressantes et à la nécessité de remédier à une situation devenue explosive. S'y adjoint la volonté d'accroître l'efficacité des producteurs situés à la base et de créer sur place des débouchés pour les produits et la force de travail disponibles par leur meilleure intégration au système. L'exclusion de couches les plus démunies des bénéficiaires de la croissance aggrave en effet les tensions sociales et compromet la croissance par une sous-utilisation de main-d'œuvre, une sous-rémunération d'emplois et une réduction du marché consécutive à la répartition inégale des revenus.

Une réorientation de la structure de production et de la combinaison des facteurs de production en direction de biens de première nécessité et d'emplois plus nombreux doit, au contraire, aboutir à une meilleure répartition des revenus. Elle doit se traduire par un processus cumulatif d'augmentation de la production, d'accumulation de capital et de relance de la croissance économique globale, les relations entre la croissance, l'emploi et la satisfaction des besoins essentiels n'étant pas univoques.

Cette stratégie s'accompagne d'une nouvelle problématique qui se substitue à celle qui prévalait au début des années soixante, période caractérisée par l'accès à l'indépendance de nombreux pays et par une forte expansion des économies occidentales. Le modèle alors prédominant reposait sur une technologie complexe de caractère capitalistique et sur l'aide d'une assistance technique étrangère ; inscrit dans une optique d'offre et tributaire de l'extérieur, il était surtout orienté vers une agriculture commerciale d'exportation et (ou) une industrie de substitution d'importations. Vient s'y substituer un modèle plus autocentré, reposant sur la mobilisation des énergies et ressources locales, faisant appel à des techniques simples et à une main-d'œuvre abondante, dirigé vers la demande intérieure et la production de biens de première nécessité.

De ce revirement date le regain d'intérêt accordé aux activités artisanales ou de petites dimensions jusque là négligées ou sacrifiées à un développement de type industriel fortement extraverti.

2. L'analyse du contexte dans lequel s'est développée la notion de secteur non structuré permet d'en mieux comprendre *le contenu et la signification*.

A ne se baser que sur les études ou rapports qui lui sont consacrés, on constate que ce secteur dit informel ou non structuré recouvre des activités diverses dans le domaine de la production, de la distribution ou des services et concerne des populations hétérogènes urbaines ou rurales, à une échelle qui va de l'individu isolé au chef d'entreprise avec un nombre indéterminé d'employés sous ses ordres.

Les définitions et les critères d'identification, quantitatifs ou qualitatifs, qui en sont proposés sont eux-mêmes composites et n'échappent à l'arbitraire qu'à condition d'y voir des catégories communes.

Finalement c'est de façon négative qu'on peut le mieux le cerner par référence ou opposition à des activités dont les structures et les formes se conforment aux réglementations en vigueur, édictées par la puissance publique ou codifiées selon la déontologie propre aux différentes activités professionnelles, avec pour dénominateur commun un juridisme empreint de formalisme. Appliquée à l'analyse des pays en voie de développement, cette distinction entre secteurs formel et informel, structuré ou non structuré semble être une nouvelle formulation d'un dualisme simplificateur venant prolonger ou se substituer à la dichotomie secteur moderne / secteur traditionnel, elle-même largement corrélative de celle tracée entre milieu urbain et milieu rural.

Pas plus aujourd'hui qu'hier, ce dualisme n'est

l'apanage d'une analyse classique et libérale privilégiant la continuité et l'ordre établi et proposant le modèle occidental de développement. On le retrouve dans une approche marxiste opposant un secteur capitaliste développé de caractère moderne à un secteur traditionnel de type féodal ou pré-capitaliste dominé et subordonné lorsqu'il n'est pas dissous et auquel se rattacherait le secteur informel ou non structuré.

On n'étudiera ici que l'utilisation faite de ce terme dans les organisations internationales telles que le BIT, la BIRD..., qui en sont à l'origine et se sont efforcées d'en préciser le contenu.

Lorsqu'on consulte l'abondante littérature émanant de ces organismes, on constate que, dans la plupart des cas (1), il est assimilé au secteur traditionnel et explicitement opposé au secteur moderne de type industriel, mais qu'également la signification accordée à chacun de ces termes n'est plus celle qui avait cours au début des années soixante.

En conformité avec l'évolution qui s'est produite depuis cette période (urbanisation, exode rural...), le secteur traditionnel informel ou non structuré est, à présent, affecté d'une connotation plus urbaine que rurale et, en relation avec le changement d'optique en matière de développement, il est chargé d'une valeur positive et non plus négative.

Dans le cadre d'une stratégie orientée vers la satisfaction des besoins et basée sur une extension de l'emploi et de la production de biens de première nécessité, il est considéré comme ayant une capacité d'absorption de main-d'œuvre supérieure aux grandes entreprises industrielles de type moderne, comme ayant par rapport à elles un rapport capital-travail plus faible et un rapport travail-produit plus élevé, avec pour résultat une meilleure rentabilité du capital et une orientation de la production plus utile et mieux adaptée.

Il s'est produit aussi une évolution de l'optique antérieure à partir de laquelle les petites activités et les emplois qui en découlaient étaient déconsidérés ou regardés avec suspicion comme des freins à une croissance qui ne pouvait que résulter de l'utilisation de techniques modernes mises en œuvre par des agents de modernisation qualifiés. Il n'était pas non plus alors question d'associer la croissance à une redistribution des revenus qui semblait le propre de gouvernements populaires plus ou moins irresponsables, un accroissement provisoire des inégalités étant souvent considéré comme nécessaire pour créer des pôles de développement ou susciter une épargne disponible pour l'investissement.

Il en va de même pour les acteurs de changement. La distinction entre élites et masses se juxtapose toujours sur le plan social à celle entre secteurs d'activité moderne ou traditionnel mais n'a plus les mêmes implications.

D'abord envisagées comme porteuses de progrès et comme condition d'amélioration du sort des masses avec l'appui des élites traditionnelles, les élites modernes des pays en voie de développement sont aujourd'hui souvent considérées comme des obstacles à une croissance harmonieuse. De nombreuses études déplorent la monopolisation des bénéfices de la croissance par cette frange privilégiée qui par sa consommation improductive de biens à base d'importations ou à forte proportion de capital aboutit à un gaspillage de devises et de capital en même temps qu'elle freine la production de biens plus utiles et faisant appel à une main-d'œuvre nombreuse.

A l'inverse, les masses deshéritées précédemment négligées sont sollicitées comme un facteur potentiel de croissance par le truchement d'une redistribution des revenus et l'adoption de mesures favorisant l'accroissement de leur productivité.

A cette transformation des points de vue correspond un renouvellement du vocabulaire utilisé. La remise en question du développement et de son évaluation purement quantitative conduit à substituer au couple pays développés / pays sous développés des distinctions plus neutres et plus vagues, quoique aussi riches d'implications, comme celles entre riches et pauvres, nord et sud.

Elle conduit également à ne plus opposer de façon aussi péremptoire tradition et modernité et c'est probablement l'une des raisons pour lesquelles le secteur traditionnel est qualifié de non structuré par référence au secteur moderne qui est supposé l'être en raison de normes qui le constituent précisément en tant que tel.

Sur le plan social, la distinction entre élites modernes et élites traditionnelles, elles-mêmes définies par rapport aux masses, s'efface au profit du couple privilégiés / deshérités.

La modification du vocabulaire va de pair avec une modification du langage qui s'exprime par la résurgence d'un discours utopique longtemps dévalué et même frappé d'interdit dans les relations économiques internationales envisagées en termes de « Real Politik ». Cette renaissance de l'utopie a ceci de particulier que, lorsqu'elle ne dissimule pas son caractère irréaliste derrière un arsenal de prescriptions détaillées, elle espère lui voir jouer

(1) Depuis peu est apparue également la distinction entre un secteur non structuré traditionnel et un secteur non structuré moderne englobant des groupes d'activités qui produisent des biens et des services parallèles à ceux du secteur moderne structuré. Cf. « Le secteur non structuré 'moderne' de Lomé ». *Rev. Internation. Trav.*, 1979, vol. 118, n° 5, p. 671.

un rôle par la remise en cause d'une certaine logique technicienne et l'adoption d'un idéal égalitaire en rupture avec l'orientation jusque-là dominante.

Elle se présente comme un alliage disparate de points de vue conservateurs et progressistes. D'un côté, elle recourt à la tradition et au passé ainsi qu'à des arguments moraux, juridiques ou psycho-sociologiques devant permettre la mise en place d'un ordre économique international plus juste. D'un autre côté, elle met l'accent sur les contradictions existantes et la nécessité d'une transformation des structures en place conduisant à une redistribution des revenus, à la satisfaction des besoins élémentaires et à la mise en œuvre d'un développement autocentré dérivé d'une critique marxiste de la politique d'aide et d'assistance des pays industrialisés.

En dépit des changements dans le discours, le vocabulaire ou la stratégie utilisée, il n'y a pas de véritable remise en cause du système en vigueur fondé sur l'abstraction de l'individu et du marché et sur la finalité rationnelle d'une croissance matérielle.

Dans le cadre d'une analyse classique de type fonctionnaliste, l'accent porte toujours sur les obstacles au développement qui sont interprétés comme des disfonctions du système auxquelles il convient de remédier sans pour cela le remettre en cause, si ce n'est de façon subsidiaire.

La recherche de la satisfaction des besoins essentiels, de l'augmentation des emplois et d'une meilleure répartition des revenus auxquels concourt le développement du secteur non structuré ne compromet pas un modèle de croissance qui repose sur le progrès technique et l'accumulation du capital mais marque plutôt sa souplesse d'adaptation en fonction des nécessités du moment. On peut même y voir un moyen de promouvoir la croissance à moindres frais en palliant les mécanismes de marché défaillants par une redistribution d'une partie de ses bénéfices aux couches déshéritées de manière à les rendre plus productives et à permettre, par la satisfaction de leurs besoins les plus pressants, un accroissement de l'emploi et de la production des biens marchands.

La problématique des besoins essentiels en témoigne par-delà son ambiguïté. Derrière une façade humanitaire et une apparente rigueur rationnelle

elle réduit à une variable secondaire l'aspect social des besoins bien plus important cependant que leur dimension physiologique. Elle recouvre surtout leur mobilisation comme force productive susceptible de relancer la croissance et s'exerçant de façon complémentaire aux rapports de production dominants (1) nécessaires au maintien de la force de travail et à la création de nouveaux produits et débouchés. La stratégie des besoins essentiels joue aussi comme instrument de contrôle social et comme facteur d'intégration des masses marginalisées.

Cette orientation de la croissance des pays pauvres vers la satisfaction de leurs besoins jugés les plus pressants, coïncide avec les intérêts des pays riches. Elle permet de réduire le niveau de l'aide dans une conjoncture difficile en assurant une meilleure autosubsistance et une diminution du chômage. Elle doit, par la réorientation des revenus et de la production, faciliter une croissance qui, dans le cadre d'une meilleure division internationale du travail, évitera de concurrencer indûment les pays industrialisés (textiles, vêtements, industries de transformation à base de main-d'œuvre...) et leur ouvrira un marché plus vaste par suite d'une meilleure mobilisation et utilisation des revenus populaires qui constitueront, en quelque sorte, la pompe qui réamorçera le moteur d'une croissance partagée par les uns et les autres.

Derrière le substrat social des besoins essentiels, on retrouve une stratégie fondée sur la croissance et l'accumulation du capital mais dont l'ordre des priorités a changé.

C'est le climat de crise et de récession venant se substituer à une période de forte expansion qui a conduit à reconsidérer la croissance, jusque là jugée bénéfique en tant que telle, et à se préoccuper de ses retombées, de la façon dont elle s'exerce et de la manière de lui insuffler un nouveau dynamisme.

Le développement du secteur non structuré est une pièce maîtresse de ce schéma de relance qui vise à remédier aux aléas de la croissance en s'intéressant à la masse de ceux qui avaient été frustrés de ses bénéfices dans l'espoir d'accroître leur production, leurs revenus, leurs emplois et finalement leur demande globale de biens. L'accent mis sur lui s'inscrit ainsi dans une stratégie beaucoup plus vaste liée à un modèle de développement lui-même indissociable d'un modèle de société

(1) « La mise en œuvre d'une stratégie des besoins essentiels demande que l'on combine les techniques à forte intensité de capital et les techniques à forte intensité de main-d'œuvre. Par exemple, les engrais sont en général produits selon des méthodes capitalistiques, mais ils sont essentiels pour la création d'emplois et de revenus dans le secteur rural ». Cf. BIT : l'emploi, la croissance et les besoins essentiels. Genève, 1976, p. 60. De la même façon, l'encouragement des techniques villageoises peut aller de pair avec la fourniture d'usines clés en main et l'importation de techniques « dernier cri ».

qui d'occidental tend à devenir mondial et dont les fondements sont sous-jacents aux propositions d'un nouvel ordre économique international ou même d'un nouvel équilibre mondial.

3. On peut s'interroger sur sa portée. Dans la mesure où les propositions en faveur de ce nouvel ordre émanent des pays industrialisés, on peut se demander s'il n'est pas un essai de réponse à la crise et à l'internationalisation des problèmes qui lui est consécutive plus qu'une remise en cause de la suprématie de ces pays.

On peut se demander si un ordre plus juste et plus égalitaire peut être instauré sur le simple plan économique et dans le cadre de relations entre États supposés représentatifs de l'intérêt national et ne conduit pas à reléguer au second plan les problèmes politiques et sociaux cruciaux que ne peut manquer de soulever une remise en question des lois du marché et des rapports de force en présence. Il est improbable que ces problèmes puissent se régler sur une seule base juridique ou psychosociologique, par une action d'éducation, de sensibilisation ou de mise en place d'un cadre institutionnel approprié.

De façon plus concrète, il ne semble pas que la problématique des besoins essentiels remette fondamentalement en cause la stratégie de croissance dans l'inégalité jusqu'ici prédominante ni que l'adoption de techniques simples à base de main-d'œuvre doive se substituer à une technologie complexe fortement capitaliste. Leur exercice parallèle au sein d'une division internationale du travail plus dynamique risque de ne leur conférer qu'un rôle accessoire de « soupape de sûreté redistributive à la marge » (Ignacy SACHS).

L'échec des politiques de développement ne s'explique pas seulement par des inégalités de croissance et de revenus mais par la logique d'un système reposant sur la marchandise et la maximisation de sa valeur d'échange.

La réintroduction du qualitatif à côté du quantitatif, du facteur humain à côté du facteur économique ou technique et l'interrogation nouvelle sur la finalité et le sens d'un accroissement de la production par-delà les modalités de sa mise en œuvre semblent marquer une réaction de défiance à l'encontre d'un calcul économique envahissant. La réhabilitation du travail manuel et de technologies douces ou appropriées, le retour à la nature et la protection de l'environnement qui en découlent expliquent l'attention portée à la petite production et la nouvelle représentation que l'on s'en fait sous le couvert du secteur non structuré.

Mais l'idéalisation passiviste des techniques traditionnelles de production comme des structures

sociales précapitalistes et leur valorisation dans un contexte où elles ont encore cours ont un caractère utopique à supposer qu'elles soient exemptes d'arrière-pensées. Elles font appel au mythe du pont jeté entre le passé et le futur dans une tentative de rejet des difficultés présentes ou s'inscrivent dans une ligne de pensée datant de l'émancipation des pays colonisés qui consiste à échafauder de nouveaux modèles de société à partir de rationalisations abstraites d'experts à caractère ethnocentrique, même si à une énumération des obstacles succède une apologie des différences.

L'éloge du secteur informel ou non structuré comme porteur de valeurs authentiques et concrètes par rapport à un secteur structuré aliéné et abstrait traduit aussi la résurgence d'un courant de pensée conservateur, libéral, individualiste et méfiant à l'égard du progrès technique. Dans une perspective marxiste idéaliste et rationalisante, il reflète le nouvel accent mis sur la valeur d'usage par opposition à la valeur d'échange qui seule se situerait dans le champ de l'économie marchande, caractéristique du capitalisme. Ce courant s'appuie sur l'idée que la valeur d'usage pourrait être définie de façon rationnelle et objective en terme d'utilité et de besoins contrairement à la valeur d'échange qui serait l'objet d'un rapport social abstrait conduisant à la fétichisation de la marchandise. Mais on peut lui opposer l'argument que la valeur d'usage, comme la valeur d'échange, exprime un rapport social et que toutes deux participent à la même logique abstraite d'un système qui crée à la fois les produits et les besoins qui y correspondent.

Enfin on peut voir dans l'expression même de secteur informel ou non structuré et dans l'intérêt qui lui est porté, une extension du champ d'application de l'économie politique et de la logique de la marchandise à la suite d'une sémantisation généralisée de l'environnement où tout tend à faire l'objet d'un calcul rationnel de signification et où tout peut être acheté et consommé, même sous forme de signe et sans lien avec la satisfaction de besoins.

Quel que soit le point de vue adopté, son développement favorise une consommation accrue de biens matériels et participe à la relance du système de production en place.

Malgré les implications sous-jacentes qui en limitent la portée, la notion de secteur non structuré garde son intérêt parce qu'elle traduit les préoccupations dominantes en matière de développement, parce qu'elle recouvre des activités dont l'étude et l'analyse avaient été jusqu'ici délaissées et qu'elle pousse à en mieux connaître les ressorts et les acteurs. Dans une optique fonctionnelle, elle se révèle utile comme instrument d'une connaissance plus approfondie de l'activité économique et sociale,

même si elle est abordée en termes optimistes par les tenants d'une approche dualiste à caractère évolutionniste ou diffusionniste ou en termes pessimistes par les partisans d'une analyse systémique qui soulignent le poids de l'exploitation capitaliste. Comme toute notion, elle découle de préoccupations concrètes et, à travers une sensibilisation aux problèmes qui leur sont liés, elle contribue à un meilleur éclairage d'un versant de la réalité.

Il ne faut pas, pour autant, accorder une importance excessive à son contenu théorique et à ses implications doctrinales qui risquent de servir de refuge à des querelles de tendance et à des joutes idéologiques qui n'ont d'autre justification qu'elles-mêmes.

Une étude approfondie des faits apparaît comme

un préalable à la progression de la connaissance de la petite production et à l'attitude qu'il conviendra ensuite d'adopter sur un plan politique pour l'encourager ou en infléchir la direction.

Il n'est pas besoin pour cela d'inventer de nouveaux cadres intellectuels et analytiques et la difficulté de définir le secteur informel ou non structuré provient du fait qu'il n'est qu'un sténogramme commode qui ne correspond pas à une nouvelle réalité et à un nouveau concept mais à une nouvelle manière d'aborder la réalité et de l'habiller sur le plan théorique.

Manuscrit reçu au Service des Publications de l'O.R.S.T.O.M. le 7 février 1980.

BIBLIOGRAPHIE

- BANQUE MONDIALE, 1978. — Emploi et développement de la petite entreprise. Washington, D.C., 105 p.
- BAUDRILLARD (J.), 1972. — Une critique de l'économie politique du signe. Paris, Gallimard, collection « Tel », 268 p.
- BEQUELE (A.) et FREEDMAN (D. H.), 1979. — L'emploi et les besoins essentiels : vue d'ensemble. *Rev. internationale Trav.*, vol. 118, n° 3 : 335-353.
- BIT, 1976. — L'emploi, la croissance et les besoins essentiels : problème mondial. Genève, 202 p.
- CHARMES (J.), 1978. — Une recherche en cours : l'enquête sur le secteur non structuré en Tunisie. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. XV, n° 3 : 261-280.
- COUSSY (J.), 1978. — Les métamorphoses récentes du discours utopique dans les relations Nord-Sud. *Tiers Monde*, tome XIX, n° 75 : 601-625.
- DUMAS (M.), 1976. — Qu'est-ce que le nouvel ordre économique international ? *Tiers Monde*, tome XVII, n° 66 : 265-289.
- MAHBUD UL HAQ, 1978. — La politique de prêt de la Banque (mondiale) change d'orientation. *Finances et Développement*, vol. 15, n° 2 : 12-15.
- HUGON (P.), NHÛ LÈ ABADIE, MORICE (A.), 1978. — La petite production marchande et l'emploi dans le « secteur informel ». Le cas africain. IEDES-Paris I, 2 tomes plus annexes.
- PENOUIL (M.), 1978. — Préface à Sylvie Schaudel et Pierre Mettelin : les activités de transition et le secteur informel à Abidjan. IEP de Bordeaux et CEAN, Bordeaux : 1-19.
- RODINEAU (C.), 1978. — Rapport de mission sur le colloque « les formes de l'économie urbaine en Afrique Noire et à Madagascar ». Bordeaux, 9 p. *multigr.*
- SACHS (I.), 1978. — Développement, utopie, projet de Société. *Tiers Monde*, tome XIX, n° 75 : 645-656.